ZERO WASTE FRANCE

#BreakFreeFromPlastic

# RAPPORT "CASHING IN ON PLASTICS"

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Les institutions financières privées contribuent à la crise du plastique en finançant les entreprises du secteur des biens de grande consommation (FMCG, ou PGC en français), un secteur caractérisé par des produits de consommation à forte rotation tels que les aliments emballés et les produits ménagers. Ce rapport se concentre sur le rôle des institutions financières en Europe, aux États-Unis et dans la région Asie-Pacifique dans l'octroi de prêts et la prise ferme d'émissions, ainsi que dans la détention ou la gestion de participations dans des entreprises régulièrement identifiées par Break Free From Plastic comme les principaux responsables de la pollution plastique dans le monde dans le cadre des « Brand Audits », une initiative mondiale de science citoyenne dans laquelle les participants collectent, comptent et identifient les déchets plastiques de marque trouvés dans l'environnement.

Les principaux acteurs du secteur des biens de grande consommation continuent d'accroître leur utilisation d'emballages en plastique et d'inonder le marché de volumes considérables, tout en faisant marche arrière, en retardant ou en abandonnant leurs objectifs volontaires de réduction et de réemploi. Les institutions financières sont en mesure d'influencer les pratiques des entreprises à travers l'allocation de capitaux. Cependant, d'après les informations publiques disponibles et les évaluations de politiques réalisées par des tiers, et malgré leurs engagements publics en matière de développement durable, la plupart des grandes institutions financières continuent de financer les entreprises de biens de grande consommation sans démontrer publiquement qu'elles accordent des crédits conditionnés par des objectifs de réduction du plastique ou à des plans de transition crédibles et pérennes vers des systèmes de réemploi et de recharge[1]. Au lieu de cela, elles financent le traitement des déchets et des solutions hasardeuses, notamment le recyclage chimique.

L'analyse porte sur les 30 plus grandes institutions financières de chacune des trois régions, soit un total de 90 institutions financières. Nous avons constaté que 61 d'entre elles entretiennent des relations de crédit avec les principaux responsables de la pollution plastique, identifiés par les audits de marque de Break Free From Plastic – à savoir Coca-Cola, PepsiCo, Nestlé et Unilever – et détiennent ou gèrent des actions de ces entreprises. **Au total, ces 61 institutions financières ont accordé 219,4 milliards de dollars de crédits (sous forme de prêts et de services de souscription) au cours de la période examinée (de janvier 2019 à mai 2025) et détenaient ou géraient 138,0 milliards de dollars de participations au 31 mai 2025**.

Les institutions financières américaines dominent à la fois l'octroi de crédits et les participations (gérées) dans ces entreprises. Les institutions européennes fournissent également un financement substantiel, en particulier à Nestlé. Les institutions de la région Asie-Pacifique jouent un rôle plus modeste mais néanmoins important. Les principaux bailleurs de fonds sont Bank of America, Citigroup,

[1] Telle que définie dans le Règlement (UE) 2025/40 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2024 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages, dit PPWR : "une opération par laquelle un récipient qui sert d'emballage et qui appartient à l'utilisateur final ou est acheté par l'utilisateur final au point de vente du distributeur final, est rempli par l'utilisateur final ou par le distributeur final d'un ou de plus d'un produit acheté par l'utilisateur final au distributeur final"

JPMorgan Chase, HSBC et Deutsche Bank. Par ailleurs, le groupe UBS, State Street Corp, JPMorgan Chase, Charles Schwab Corp et Morgan Stanley détiennent ou gèrent les participations les plus importantes dans les quatre entreprises de biens de grande consommation. Ensemble, ces flux financiers régionaux perpétuent la dépendance à l'égard de modèles économiques reposant sur le plastique à usage unique, alors même que les politiques des institutions financières en matière de plastique sont à la traîne et que les inquiétudes concernant la pollution plastique en tant que risque financier ne cessent de croître.

Le rapport confirme un décalage manifeste entre les activités de financement des institutions financières, leurs engagements et la réalité de la crise du plastique. Les institutions financières continuent de financer des entreprises dont le modèle repose sur les emballages en plastique, alors même que leurs propres politiques en matière de plastique restent insuffisantes, voire inexistantes. Lorsque des politiques existent, elles se concentrent sur la gestion en fin de vie, ne traitent pas de la production de plastique et négligent les solutions systémiques telles que la réduction du plastique, le réemploi et les systèmes de recharge. Les initiatives volontaires ne suffisent pas à induire un changement systémique et permettent au contraire le maintien du statu quo. Une transparence et une responsabilité accrues sont nécessaires pour réorienter les investissements et adapter le financement à l'ampleur de la crise du plastique. Malgré les données disponibles sur la transparence financière et les risques liés au financement de l'industrie du plastique, les institutions financières continuent d'injecter des milliards dans un secteur présentant des risques financiers, juridiques, réglementaires et de réputation croissants.

Pour faire face à la crise du plastique, de multiples acteurs doivent agir :

- Les institutions financières doivent adopter des politiques plus strictes en matière de plastique, durcir les conditions de financement, améliorer la divulgation d'informations et être prêtes à prendre des mesures plus fermes (pouvant aller jusqu'au désinvestissement) lorsque les clients ne prennent pas les mesures nécessaires.
- Les entreprises de biens de grande consommation doivent donner la priorité à la réduction du plastique, investir dans le développement à grande échelle des systèmes de réemploi et de recharge, et accroître la transparence.
- Les gouvernements et les régulateurs peuvent instaurer des conditions de concurrence équitables en établissant des règles contraignantes, en rendant la divulgation d'informations obligatoire et en faisant respecter les lois contre le « greenwashing ».

La crise du plastique est un problème systémique qui peut être résolu si les bons acteurs prennent les bonnes mesures. C'est le secteur financier qui déterminera si nous restons prisonniers des modèles basés sur le plastique et le jetable ou si nous facilitons la transition vers la réduction, le réemploi et la recharge.